



COMPTE RENDU

Comité Social d'Administration Local en Formation Spécialisée du 23 septembre 2025 – SAFiP-CGTG

Le CSAL FS s'est ouvert par la présentation de l'assistante sociale, qui a rappelé que l'essentiel de son intervention se concentrerait sur Morne-Caruel. Elle a souligné l'importance de l'accompagnement face aux problématiques d'installation, d'intégration et d'organisation des services.

Le SAFiP-CGTG salue ce renfort mais rappelle que l'écoute doit s'accompagner d'actes concrets.

Concernant la situation sociale et économique, la direction a tenté de relativiser en comparant la Guadeloupe au niveau national. Pour nous, la réalité est tout autre : pouvoir d'achat fragilisé, tassement de l'activité depuis 2024 et pressions croissantes sur les agents.

Le SAFiP-CGTG dénonce l'absence de réponses concrètes et exige des mesures immédiates.

La direction a affiché trois priorités : l'amélioration des conditions de vie au travail, l'organisation et la formation.

Mais dans les faits, les résultats restent maigres.

Beaucoup de choses sont annoncées, mais beaucoup trop restent à faire.

Nous réaffirmons la nécessité d'effectifs suffisants, d'Équivalents Temps Plein adaptés, de formations utiles et de la reconnaissance des missions, notamment celles de l'accueil. Un facilitateur ou une facilitatrice doit être désigné-e rapidement pour traiter les conflits, et les dispositifs de médiation doivent être activés sans délai.

L'ergonome est déjà passé au siège de la Direction, **mais nous exigeons que ses préconisations soient rendues publiques et mises en œuvre rapidement.**

Le climat social reste tendu. **Nous refusons toute stigmatisation des collègues, comme ces propos évoquant une supposée "incompétence".**

Le SAFiP-CGTG demande l'organisation d'une table ronde entre la direction, les chefs de service et les agents concernés, avec l'appui de l'assistante sociale et d'une médiation si nécessaire.

Les fiches de signalement doivent enfin donner lieu à des suites concrètes, avec retours écrits et information des collègues.

Sur le plan immobilier, les retards liés à la mise en place de la nouvelle direction ont désorganisé et retardé le traitement des autres dossiers.

La mise en place de GestSup (logiciel de GESTion de SUPport) reste inefficace et mal communiquée ; **nous exigeons un outil de suivi transparent, centralisé et lisible.**

À Blachon, les fonds sont disponibles et les plans doivent être validés avant fin novembre pour un démarrage des travaux en 2026.

À Morne-Caruel, le chantier de l'accueil doit être co-construit avec les agents, et l'escalier dangereux doit être sécurisé (éclairage, antidérapant, main courante). Les agents réclament également un véritable espace de convivialité.

À Pointe-à-Pitre, seulement 30 places de stationnement ont été annoncées (Saint-John-Perse et en ville avec macaron), alors que nous sommes 52 agents sur le site. Près de la moitié restera sans solution.

Le SAFiP-CGTG dénonce cette inégalité flagrante et exige un dispositif réellement adapté aux effectifs.

Les conditions matérielles restent préoccupantes : manque de confidentialité à l'accueil, box inadaptés, bureaux fragiles, chaises qui se cassent.

Les problèmes électriques signalés dans le DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) doivent être traités sans attendre et les collègues doivent être informés dès que des actions sont menées.

Le dossier de la BDV (brigade départementale de vérifications) reste en souffrance : une enquête officielle est ouverte mais les délais sont trop longs. **Le SAFiP-CGTG exige un suivi rapide et clair.**

À Morne-Caruel, des déplacements forcés de collègues ont été constatés, parfois sans convocation préalable. **Ces pratiques sont inadmissibles et doivent cesser immédiatement. Nous exigeons le respect strict des procédures et un dialogue préalable avec les agents concernés.**

À Saint-Martin, les locaux sont inadaptés et le relogement est repoussé à 2026.

La direction parle d'un projet de regroupement dans l'ancienne préfecture, **mais en attendant, les agents sont laissés dans des conditions indignes.**

À Marie-Galante, la réflexion engagée autour du partage de locaux avec la CGSS soulève de vives inquiétudes. Les agents craignent pour leur sécurité, leur confidentialité et leurs conditions de travail, d'autant que la CAF est installée juste à côté.

Le SAFiP-CGTG rappelle que ces décisions ne peuvent pas être imposées sans concertation et exige des garanties fermes avant toute mise en œuvre.

Sur les effectifs, la direction annonce 561 agents en Guadeloupe, mais continue de raisonner en "chaises" plutôt qu'en force de travail réelle. **Le SAFiP-CGTG réclame une programmation ETP (Équivalents Temps Plein) réaliste, des remplacements systématiques en cas de départ et la pérennisation des missions essentielles.** L'antenne SDIF (Service départemental des impôts fonciers) de Basse-Terre est déclarée pérenne, mais l'absence de remplacement d'un départ met en cause cette pérennité. **Nous demandons des recrutements.**

Le budget a été voté à l'unanimité. Des cofinancements sont prévus pour certains travaux, mais nous resterons vigilants sur la mise en œuvre. Le PAP (**Programme Annuel de Prévention**) a également été adopté.

Les écrêtages horaires dans plusieurs services (SIP Abyes, SGC Grand Sud Caraïbes, direction) ont été signalés et doivent être corrigés.

La formation PSC1 (**Prévention et Secours Civiques de niveau 1**) aura lieu à Saint-Martin, tandis que la formation en langue des signes est reportée à 2026.

Plusieurs groupes de travail sont programmés : contrôle fiscal, SDIF, horaires variables en octobre, et immobilier. La direction annonce aussi l'ouverture de journées portes ouvertes, la mise en place d'un centre de contact en appui au SIE en 2026, le transfert de l'expertise du PCE au SIE et la facturation électronique à compter de janvier 2027.

Enfin, le médecin de prévention **doit** présenter son rapport au prochain CSAL FS !!!

**Le SAFiP-CGTG insiste : le DUERP doit redevenir un outil vivant et actualisé.
L'objectif n'est pas de maquiller les risques, mais bien de les réduire.**

Nous refusons que les dossiers s'entassent et que les promesses remplacent les actes. Ce sont des risques concrets, des escaliers dangereux, des bureaux fragiles, des plannings intenable et des vies au travail qui sont en jeu.

**Le SAFiP-CGTG exige des actes datés et financés, un calendrier public et un suivi transparent.
Tant que ces engagements ne seront pas respectés, nous continuerons à mobiliser les agents pour défendre leur dignité, leur sécurité et leurs droits.**

Pointe-à-Pitre, le 26 septembre 2025

**Les élu·e·s SAFIP-CGTG en CSAL-FS,
Steeven FRÉDÉRIC, Cécile BLONDIN, Maguy NESTAR, Faten THÉZÉNAS,
Frédéric TURLET, Régine DRACON, Anthony BANDOU, Suzy TARET,
Lya DORLEANS, Sandra MANCÉL**